

Scienze del Territorio

Huitième numéro « La démocratie des lieux : actions et formes d'autogouvernement communautaire »

**Appel à contributions – nouvelle date limite : 30
Septembre 2019**

Dans des territoires de plus en plus ravagés par des processus d'urbanisation illimitée, rendu virtuel par la puissance des réseaux, meurtri par la crise économique et celle de l'Etat-Providence, ou encore « mis au travail » en devenant usine sociale robotisée, les subjectivités distinctes des habitants et des sujets issus du tissu productif, se recomposent en donnant lieu à des communautés d'habitants, producteurs et citoyens actifs, orientés au soin des lieux. Il n'est pas rare que cette recombinaison aboutisse à la volonté de se réapproprier des *patrimoines territoriaux* ; cela par la mise en place de pactes associatifs de gestion - en tant que biens communs - mais aussi à travers l'initiative citoyenne orientée à la montée en puissance de la dimension écosystémique et commune de ces mêmes territoires.

Dans leur ensemble, ces processus conduisent souvent à la remise en cause du modèle productiviste fondé sur le travail hétérodirect, tout en permettant l'émergence de formes de coopération volontaire, du temps libéré ainsi que d'activités autodéterminées répondant à des finalités productives, politiques, sociales ou culturelles.

Il est donc possible d'accompagner ces expériences dynamiques autour de communautés qui se renouvellent, ayant la capacité de révéler les lieux, d'en renouveler la perception, de rendre les économies locales davantage auto-soutenables, remettre en question la représentativité du système électoral, par la gestion autonome de la prise de décision, l'élaboration de visions à l'encontre des formes normalisées d'aménagement du territoire, pour contraster la domination des flux financiers globalisés et les stratégies de gouvernance métropolitaine et métaterritoriale.

Par ailleurs, il n'est pas possible de faire abstraction du fait que pour ces expériences, il est souvent difficile d'entrer en relation avec les pratiques de gouvernement actuelles - qu'elles soient nationales ou locales - qui ont tendance à privilégier les intérêts exogènes d'acteurs économiques puissants, insensibles à la détérioration de la qualité de la vie et du travail dans les territoires métropolisés, aussi bien qu'à la désertification des territoires en déprise et à l'impact environnemental ou social.

Il devient important alors de se questionner sur le devenir de la démocratie dans ses différentes expressions, sur les relations qu'elle peut instaurer avec les transformations sociales et matérielles qui s'enclenchent à l'échelle locale, pour les faire monter en puissance tout en favorisant l'autogestion des lieux. En effet, l'hégémonie du néolibéralisme, avec ses crises et ses retours de flamme, ouvre à des perspectives de post-démocratie et de transfert des processus de décision vers une gouvernance métropolitaine et métaterritoriale.

Le huitième numéro de la revue « Sciences du Territoire » a pour ambition d'approfondir ces sujets, qui ont déjà pu faire l'objet d'analyses et discussions lors du Colloque de la Société des Territorialist.e.s qui a eu lieu à Bari et à Castel des Monte (BT) du 15 au 17 novembre 2018 (<https://bit.ly/2SpEA2o>). Dans sa section intitulée « La Science en action », le prochain numéro de la revue rassemblera des contributions se focalisant sur la définition de l'idée de « communauté », avec sa problématisation et ses questions ouvertes, en partant de son acception de « cercle qui ne se ferme pas », formé par des sujets actifs qui se mobilisent en tant que communautés de desseins, et impliqués dans des processus de recomposition territoriale.

Les articles, soumis à double évaluation par les pairs aveugle (*double blind peer review*) seront cohérents avec les objectifs scientifiques et culturels de la revue, et rédigés en langue italienne, anglaise, française ou espagnole. Ils seront animés par l'objectif de revenir ou intégrer les pistes de recherche ouvertes lors de la tenue du colloque, en privilégiant un des axes cités ci-dessous.

1. Formes de planification et engagements de bas parmi les protagonistes potentiels de nouveaux instituts de médiation avec les institutions

Expériences d'intervention concertée entre les acteurs de la sphère sociale, politique et productive, orientée à la défense et la valorisation de territoires et d'activités territorialisées (filiales locales issues de nouvelles formes agricoles, parcs agricoles multifonctionnels, biodistricts, communautés d'alimentation, écomusées, pactes ville-campagne, contrats de fleuve, de lac, de montagne, de paysage, etc.).

Ces expériences sont souvent intégrées par les institutions, sans pour autant avoir un impact sur les modes de fonctionnement des collectivités dans la création de formes d'autonomie visant le bien-être des communautés locales. De plus, elles sont souvent récupérées en tant qu'activités complémentaires à l'industrie « verte », à la grande distribution, à la *green economy* ou encore dans le contexte de politiques qui restent sectorielles.

2. Formes d'auto-organisation sociale dans les périphéries urbaines et dans les territoires

Modalités d'auto-organisation socio-territoriale diffuse en milieu urbain, rural, ou de montagne (habitat partagé, éco-villages, laboratoires, fabriques culturelles, forums de citoyenneté active, groupes d'habitants de banlieue, squat ou occupation de bâtiments publics désaffectés, expériences de communautés agricoles, comités pour la défense du territoire, etc.). Ces pratiques débouchent parfois dans des situations de conflit. D'un côté, elles sont une réponse à la crise des métropoles et de la production industrielle, par la réorganisation de la vie, du revenu, du sens du travail, par la promotion l'inclusion sociale et la remise en question des savoirs techniques et des expertises. De l'autre, elles font face à des difficultés bureaucratiques, à des coûts de fonctionnement, à des pouvoirs économiques, financiers, immobiliers, etc.

3. Innovations économiques et productives dans l'auto-valorisation de biens communs patrimoniaux

Expériences d'économie sociale et solidaire, regroupements d'associations et mutuelles (entreprises et réseaux d'économie solidaire, fondations sociales et communautaires, banques du temps, organisations d'entraide, monnaies locales, micro-crédit, économies circulaire et « fondamentale », coopératives communautaires, expérimentations dans l'auto-production énergétique, écoles d'économie civique, réseaux informatiques en accès libre, formes de représentation du travail précaire et indépendant, usines réhabilitées, laboratoires autogérés, coworking, syndicats métropolitains de cyclistes, etc.).

Ces expériences font souvent face à un manque de légitimation de la part des institutions, débouchant souvent dans des problèmes de capacité à agir et d'enracinement, ainsi qu'une difficulté à conjuguer la remise en question des rapports de production dominants, avec la définition d'objectifs et des contenus des activités économiques et productives.

Dans chacun des cas présentés, il sera opportun de comprendre et mettre en lumière les difficultés, ainsi que les perspectives de solution.

Nouvelle date limite et modalités de transmission

Les contributions doivent être envoyées exclusivement par e-mail à l'adresse électronique suivante : rivista@societadeiterritorialisti.it.

La nouvelle date limite pour l'envoi est le 30 Septembre 2019.

Les contributions devront être rédigé selon les lignes directrices pour la rédaction téléchargeables à l'adresse <http://bit.ly/2X87dVh>.

Pour toute information complémentaire : rivista@societadeiterritorialisti.it.